



Consultation sur le projet de PIP sur les défis mondiaux

Réunion virtuelle du 14 juillet 2021

I. Introduction et méthodologie

Dans le cadre de ses consultations sur la programmation 2021-2027 de l'UE, le Forum politique sur le développement (FPD) a organisé une réunion d'information pour recueillir les points de vue des multiples membres du FPD, autorités locales (AL) et organisations de la société civile (OSC), y compris les organisations de femmes et de jeunes, sur le programme indicatif thématique pluriannuel (PIP) de l'UE sur les défis mondiaux.


La réunion a été conçue comme une séance d'information, avec une présentation générale du projet de PIP sur les défis mondiaux par les directeurs de la direction générale des partenariats internationaux (INTPA) et du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), suivie d'une présentation plus détaillée par les différentes unités INTPA concernées. Elle a été suivie d'un débat en plénière, qui a permis aux participants de poser des questions pour obtenir des clarifications, formuler des suggestions et recommandations concrètes sur l'ensemble du programme, le budget et la participation des partenaires, ainsi que le contenu du programme sur les défis mondiaux (sections III et IV, respectivement, du présent rapport). Toutes les questions et suggestions ont été abordées par les représentants de la DG INTPA et du SEAE, y compris la majorité des questions soulevées dans la boîte de discussion de la réunion.

Les contributions écrites ont été acceptées après la réunion, pendant deux jours et ont été transmises à la Commission européenne. Toutefois, en raison de contraintes de temps, ces contributions n'ont pas été prises en compte dans l'élaboration du présent rapport.

II. Présentation du projet de PIP sur les défis mondiaux

La réunion est ouverte par **Felix Fernández-Shaw**, directeur de la « politique et de la coordination du développement durable » à la DG INTPA. **Michele Cervone d'Urso**, chef de division de la « coordination de la coopération au développement » du SEAE, a lancé la présentation du PIP sur les défis mondiaux. Il a mis l'accent sur le principe de la subsidiarité dans l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI)- L'Europe dans le monde. Seules les actions mondiales répondant aux grands défis mondiaux sont incluses dans le PIP et complètent les mesures prises dans les programmes nationaux et régionaux. Le budget s'élève aujourd'hui à 3,3 milliards d'euros, ce qui est considérable, mais il y a de nombreuses demandes à son égard, et des engagements en faveur de certaines initiatives spécifiques sont déjà en place. Le programme défis mondiaux est un outil essentiel de l'agenda multilatéral de l'UE.

M. **Fernández-Shaw** explique que les actions mondiales comprennent le soutien pour : le multilatéralisme et la gouvernance internationale; les processus, fonds et programmes mondiaux et multilatéraux; plaidoyer mondial/transrégional, recherche, innovation, biens publics et connaissances; réseaux mondiaux/transrégionaux, systèmes d'information et d'alerte précoce (SAP); établissement de normes à l'échelle mondiale; et des approches et des projets pilotes innovants. Par exemple, un système transrégional d'alerte précoce (SAP) est très important, mais une fois que ces



réseaux signalent un problème, l'action doit se faire au niveau national ou régional. Le programme sur les défis mondiaux comprend quatre domaines stratégiques: Les personnes, la planète, la prospérité et les partenariats, ainsi que les priorités transversales : le multilatéralisme, les inégalités, le genre et la durabilité. Il existe d'importants liens et synergies entre tous les domaines et secteurs d'activité du programme. La crise de la COVID exacerbe certains problèmes, mais offre également l'occasion de « mieux reconstruire ».

1) Personnes

Henriette Geiger, directrice du « développement humain, de la migration, de la gouvernance et de la paix » à la DG INTPA, a présenté le pilier « Personnes », qui couvre: la santé; l'éducation; l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes; les enfants et les jeunes; la protection et l'inclusion sociales; les migrations et les déplacements forcés. L'importance du développement humain pour tous les objectifs de développement durable (ODD) a été soulignée, d'autant plus que la pandémie de COVID-19 touche très durement les domaines de la santé et de l'éducation, des inégalités et des groupes vulnérables. L'IVCDDCI - L'Europe dans le monde a un objectif de 20 % pour le développement humain. L'objectif de ce pilier est de renforcer la position de l'UE en tant qu'acteur mondial de premier plan pour des sociétés inclusives et égales et le développement humain pour tous, y compris les plus vulnérables.

Les actions dans le domaine de la santé au titre de ce pilier comprennent le renforcement des contributions de l'UE aux fonds et stratégies de santé mondiaux, y compris la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme; la stratégie «Une seule santé» de l'OMS; et l'alliance vaccinale GAVI.

Au moins 10 % de l'IVCDDCI - L'Europe dans le monde sera consacré à l'éducation, une priorité clé de la commissaire Urpilainen, qui est devenue encore plus pertinente avec l'impact de la pandémie, avec des contributions importantes aux fonds mondiaux pour l'éducation (700 millions d'euros sur 7 ans ont été promis au partenariat mondial pour l'éducation, et des contributions supplémentaires seront versées au Fonds mondial l'«Éducation ne peut pas attendre»).


Les travaux sur l'égalité des genres, les enfants et les jeunes constituent une priorité et incluront la mise en œuvre du Plan d'action pour l'égalité des genres III et d'un plan d'action ambitieux pour la jeunesse (stratégie commune), y compris l'engagement en faveur des enfants.

La protection et l'inclusion sociales ont joué un rôle essentiel dans la protection des plus vulnérables dans la réponse à la pandémie et comprendront des travaux dans le cadre du partenariat mondial pour la protection sociale et du programme des Nations unies pour les droits des personnes handicapées.

Le programme sur les défis mondiaux soutiendra également des plateformes et des initiatives mondiales conformes au pacte mondial sur les migrations et l'asile, y compris l'une sur les déplacements forcés et l'autre sur les migrations et la mobilité. Il a été noté que la majeure partie du financement, y compris la lutte contre les causes profondes, serait programmée aux niveaux national et régional. Le financement au niveau mondial contribue à l'objectif global de dépenses de l'IVCDDCI de 10 % pour cette priorité politique. L'UE soutiendra également le Forum mondial sur la migration et le Pacte Mondial sur les réfugiés, entre autres.

2) Planète

Stefano Signore, chef de l'unité « Changement climatique et énergie durable ; Sûreté nucléaire » à la DG INTPA, a présenté les trois éléments du pilier Planète: l'action pour le climat; l'environnement;



et la transition vers l'énergie verte. L'accent sera mis sur la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement (accord de Paris, cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, la convention sur la diversité biologique, entre autres) et sur le soutien à la dimension extérieure du pacte vert pour l'Europe, ainsi que sur des actions visant à améliorer les connaissances, le suivi, les capacités et les normes.

En ce qui concerne le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe, l'accent sera mis sur le renforcement de la participation des pays en développement aux négociations internationales sur le climat, y compris la mise en œuvre d'initiatives sélectionnées au moyen de mécanismes ou de fonds mondiaux spécifiques; renforcer les cadres réglementaires et politiques pour les actions en faveur du climat (tels que les contributions déterminées au niveau national, les plans d'action nationaux et les stratégies à long terme).


En ce qui concerne l'environnement, le programme sur les défis mondiaux mettra l'accent sur le renforcement de la gouvernance environnementale, grâce à la mise en œuvre des différents accords multilatéraux sur l'environnement, mais permettra aussi d'améliorer les connaissances, la surveillance des données, les capacités et les normes en matière d'environnement. Le programme soutiendra également l'adoption et la mise en œuvre d'un cadre mondial ambitieux pour la biodiversité pour l'après-2020 avant la COP15. Renforcer la coopération internationale pour lutter contre le trafic et la consommation illicites d'espèces sauvages, qui est également une source de nouveaux virus et de nouvelles pandémies. Il soutiendra également la gouvernance internationale des océans et de l'eau, la protection des zones marines situées au-delà des juridictions nationales et l'accélération des progrès dans la réalisation de l'ODD 6 sur l'eau. Cela inclut la pollution internationale, y compris les déchets plastiques et marins. Il soutiendra l'action internationale visant à lutter contre la déforestation et l'exploitation forestière illégale et le commerce qui y est associé, conformément au plan d'action sur la déforestation et au plan d'action de l'UE pour l'application des réglementations forestières, de gouvernance et d'échanges commerciaux (FLEGT).

En ce qui concerne la transition vers l'énergie verte, celle-ci est largement développée dans le cadre des programmes nationaux et régionaux, mais des mesures seront prises dans le programme sur les défis mondiaux pour renforcer la coopération internationale en vue d'une transition juste et inclusive vers l'énergie verte, y compris l'efficacité énergétique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le partage de l'expérience acquise par l'UE au cours de la transition énergétique. Un soutien sera apporté à la diplomatie internationale en matière de climat et d'énergie, y compris les interactions avec des organisations internationales et des partenaires tels que l'IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables) ainsi que d'autres.

3) Prospérité

Le pilier « Prospérité », présenté par **Erica Gerretsen**, directrice par intérim de la « finance durable, de l'investissement et de l'emploi et de l'économie » à la DG INTPA, montre des liens étroits avec les piliers Personnes, Planète et Partenariats. La priorité de la Commission européenne dans ce pilier est une économie au service des personnes, avec des actions visant à soutenir le climat d'investissement, le secteur privé, des emplois décents, l'emploi et le commerce. Trois axes de travail sont inclus dans ce domaine:

- i) Soutenir le renforcement des connaissances et de l'information à l'échelle mondiale, par exemple au moyen d'outils d'information qui permettent aux pays partenaires, en

- 
- particulier aux pays les moins avancés, d'accéder à l'information sur le libre marché afin de les intégrer dans le système commercial mondial;
 - ii) Soutenir les processus de normalisation à l'échelle mondiale, par exemple par l'intermédiaire de l'initiative pour la transparence des industries extractives; et
 - iii) Des programmes phares de l'UE en faveur des femmes, tels que le Fonds pour l'inclusion financière des femmes et la Banque Mondiale des Femmes.

Les transitions vers l'économie circulaire et les systèmes agroalimentaires durables (conformément au plan d'action en faveur de l'économie circulaire et à la stratégie «De la ferme à la table») relèvent également de ce pilier, avec des actions visant à soutenir le plaidoyer mondial, la connaissance et les politiques en matière d'économie circulaire, ainsi qu'un soutien visant à rendre les chaînes de valeur plus vertes, et la promotion de normes internationales ambitieuses.

La «prospérité» couvre également les actions mondiales visant à éradiquer le travail des enfants, y compris la lutte contre les inégalités et le travail forcé. 2021 est l'Année internationale pour l'élimination du travail des enfants. Ursula von der Leyen a plaidé en faveur d'une approche de tolérance zéro à l'égard du travail des enfants, en particulier dans les accords commerciaux de l'UE. Le travail des enfants est le résultat d'un certain nombre de facteurs socio-économiques, associés à d'autres violations des droits du travail, tels que des emplois indécents et des salaires extrêmement bas. Il est intrinsèquement lié à l'inégalité et à la dynamique de la pauvreté. Cette priorité est au cœur du chapitre sur la prospérité.


En ce qui concerne la transformation numérique, le programme sur les défis mondiaux renforcera les partenariats stratégiques avec les institutions multilatérales compétentes. Les membres de l'initiative « Team Europe » promouvront un modèle de l'UE centré sur l'humain, agissant ensemble et avec succès à la réponse mondiale à la COVID-19. En outre, le programme apportera un soutien proactif aux campagnes d'information mondiales et à la sensibilisation politique, y compris dans les pays n'ayant pas les mêmes vues, sur les priorités stratégiques en matière de numérisation.

Le programme sur les défis mondiaux soutiendra également particulièrement la réduction de l'incidence des accidents de la route, qui tuent 1,35 million de personnes dans le monde chaque année et sont la principale cause de décès chez les jeunes âgés de 5 à 29 ans. L'amélioration de la sécurité routière et les soins post-accidents permettent aux personnes blessées de se rétablir plus rapidement et de retrouver leur vie socio-économique, contribuant ainsi directement à l'objectif spécifique de prospérité.

4) Partenariats

Le quatrième pilier sur les « Partenariats », a été présenté par **Daniel Giorev**, chef de l'unité des « Politiques de développement durable et des partenariats mondiaux » à la DG INTPA avec les Nations unies (ONU) et les institutions financières internationales (IFI). L'inclusion sous-tend les éléments de ce pilier, qui s'appuie sur les trois autres. Il comprend trois grands types d'activités:

- i) Coopération stratégique avec les organisations et processus mondiaux et multilatéraux, conformément à la communication conjointe sur le multilatéralisme, y compris les actions telles que: contribuer à la promotion d'un ordre international ou mondial fondé sur des règles; promouvoir les priorités de l'UE dans le système multilatéral (dont bon nombre sont les priorités du programme à l'horizon 2030); contribuer à l'établissement de ponts entre les travaux internes et externes de l'UE; soutenir les processus multilatéraux visant à l'inclusion et à la coopération avec d'autres parties prenantes; et

- 
- soutenir les processus de réforme en cours, y compris la réforme du système des Nations Unies pour le développement;
- ii) Promouvoir la gouvernance économique mondiale, le développement économique durable et inclusif étant un élément central de la relance de la COVID-19, afin de remettre le programme à l'horizon 2030 sur la bonne voie. Ce domaine soutient des actions en faveur d'une transition verte, juste et résiliente et d'un multilatéralisme efficace qui renforce la coordination entre les différentes parties prenantes, notamment certaines organisations multilatérales, telles que l'accélération des flux financiers publics et privés vers une transition verte, équitable et résiliente; promotion de la transparence et d'une vision à long terme des activités financières et économiques de nos pays partenaires (y compris les travaux sur les normes, les labels et la taxonomie); la sensibilisation publique et privée; et la gouvernance d'entreprise;
 - iii) Soutenir les associations mondiales d'autorités locales (AL) dans leurs efforts pour promouvoir des sociétés inclusives. La Commission reconnaît que les autorités locales et les organisations d'AL sont des partenaires, et pas seulement des bénéficiaires, comme indiqué dans la communication de 2013 sur l'autonomisation des collectivités locales et dans les conclusions du Conseil de 2018 sur la coopération de l'UE avec les villes et les autorités locales. La majeure partie du financement au titre de cette ligne continuera de soutenir les cinq partenariats mondiaux et régionaux d'AL avec lesquels des accords de partenariat existent déjà. L'objectif est de renforcer encore la capacité des membres et les activités de plaidoyer qui contribuent aux réformes de l'État et aux politiques sectorielles liées à de nombreuses priorités mondiales de l'UE. Ces actions compléteront celles qui visent à améliorer la gouvernance, l'impact sur le développement et à lutter contre les inégalités menées par les autorités locales dans le cadre des programmes géographiques. L'échange de connaissances et d'expériences entre les autorités locales du monde entier se poursuivra et s'étendra.


III. Débat sur l'ensemble du programme, le budget et la participation des partenaires

Processus de consultation

Les participants remercient la Commission européenne et le SEAE pour leur présentation très instructive. Ils sont heureux de voir des thèmes importants dans le cadre des « quatre P » pour réaliser le programme à l'horizon 2030. La Commission européenne et le SEAE ont répondu en remerciant les OSC pour leur contribution importante au processus de consultation, aujourd'hui et au cours de l'année écoulée. Ils ont expliqué que cette consultation avait lieu en même temps qu'avec l'ONU et d'autres organisations multilatérales et les principales parties prenantes, et que les observations étaient prises très au sérieux et qu'un grand nombre des demandes de ce processus de consultation étaient déjà prises en compte dans l'ordre du jour. La CE a exprimé son souhait de maintenir un dialogue ouvert et continu et a indiqué la possibilité de se réunir de nouveau avec les participants une fois qu'une vision plus complète de la programmation sera disponible.

Participation des organisations de la société civile (OSC) et des autorités locales (AL) au programme sur les défis mondiaux

Les OSC et les autorités locales ont été invitées à être plus visibles en tant que parties prenantes clés du programme et à discuter davantage de la manière dont l'UE propose de travailler avec les OSC et



les autorités locales, y compris pour garantir l'accès aux plateformes de discussion mondiales pertinentes.

Les OSC et les autorités locales ont souligné qu'elles ont beaucoup à offrir pour contribuer à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des actions. Elles ont demandé si des modalités de financement plus souples pourraient être envisagées dans le cadre du programme, telles que les contrats-cadres ou des fonds, pour rendre cette contribution possible. Les membres du FPD ont déjà recommandé l'attribution d'enveloppes spécifiques au titre des objectifs de dépenses pour lesquelles l'expertise des OSC ou des autorités locales peut contribuer à la mise en œuvre.

En ce qui concerne la participation des OSC et des autorités locales au programme sur les défis mondiaux, la Commission européenne a indiqué qu'il existe une volonté globale d'être aussi inclusive que possible.


Budget du programme sur les défis mondiaux

Plusieurs participants ont demandé si des détails supplémentaires pourraient déjà être fournis sur la manière dont le budget pour les défis mondiaux serait alloué: la répartition entre les « quatre P » et entre les programmes géographiques et thématiques; la traduction des principaux objectifs en pourcentage dans ce programme thématique spécifique; l'équilibre des financements entre les actions menées au niveau mondial et celles menées par l'UE (en ce qui concerne l'initiative « Team Europe »); et comment les OSC et les AL peuvent accéder aux fonds du programme. Les associations mondiales des AL se sont félicitées de la poursuite du soutien dans le cadre des partenariats, mais souhaitent savoir comment les autorités locales et d'autres partenaires seront en mesure d'accéder et d'influencer les programmes et les financements provenant d'autres domaines prioritaires et secteurs d'activité.

La Commission européenne et le SEAE ont expliqué que la répartition budgétaire fait toujours l'objet de discussions, mais qu'elle ne sera pas répartie au prorata entre les « quatre P ». Il a été noté qu'une grande partie de ce qui aurait pu provenir des programmes thématiques précédents est désormais couverte par des programmes géographiques et régionaux, et il est important de voir comment la programmation englobera tous ces niveaux. La réalité actuelle et les partenariats historiques doivent également être pris en compte. L'ensemble des mesures sur les défis mondiaux doit être envisagé parallèlement au reste des programmes. Il est important de reconnaître que si le PIP fournit un cadre général, il ne contient pas toutes les actions ou tous les acteurs de la mise en œuvre. Au sein du programme, il y a des domaines qui sont plus définis que d'autres, et il faut faire preuve de souplesse pour s'adapter au fur et à mesure de l'évolution des situations et des processus internationaux.

Dans l'ensemble, « Team Europe » est le moteur d'une grande partie de la programmation régionale et nationale. Il est également un moteur au niveau mondial, mais les initiatives concrètes n'ont pas encore été définies, ainsi que le rapport exact entre « Team Europe » et le reste. Il y a beaucoup de place pour cela, en raison de l'ambition globale de l'UE de mener un grand nombre de ces pourparlers mondiaux, et la Commission européenne a l'intention de travailler à ce sujet avec les États membres. L'initiative « Team Europe » devrait être considérée comme compatible avec d'autres discussions et initiatives mondiales en cours avec des partenaires partageant les mêmes idées dans des contextes multilatéraux. Ils ne s'excluent pas mutuellement et peuvent se renforcer mutuellement.

Ils ont également expliqué que les objectifs sont fixés pour l'ensemble de l'instrument pendant sept ans et qu'ils feront l'objet d'une évaluation régulière au cours de ce cycle à tous les niveaux et



composantes. Les cibles en pourcentage ne sont pas liées à chaque sous-élément, mais découleront de la connexion/interaction entre eux. Dans l'ensemble, le programme sur les défis mondiaux sera l'un des principaux contributeurs à la réalisation des objectifs. Le programme 'Education au développement et sensibilisation des citoyens' (DEAR) relève de 2 programmes différents: une partie pour les LA et une partie pour les OSC, et ils proviennent de budgets différents.

Les participants ont demandé plus de détails sur la manière dont la **«réserve» de fonds non alloués pour les «nouveaux défis»** dans le cadre de l'IVCDI sera utilisé, en particulier compte tenu du contexte de la COVID-19 et de la volonté d'être associé au processus de programmation. La CE et le SEAE ont expliqué que cette réserve est un outil d'urgence, et la Commission sait par expérience qu'elle sera nécessaire. Le programme sur les défis mondiaux devrait être un bénéficiaire important, bien que la programmation doive être achevée avant de pouvoir indiquer avec précision à quoi la réserve sera utilisée. Il a été noté que celle-ci est en grande partie un complément de ce qui est déjà inclus dans le programme. Le COVAX n'a pas pu être inclus dans le programme étant donné qu'il existe de nombreuses autres priorités clés, ce qui déséquilibrerait le programme global, mais la CE examine cette réserve et toutes les possibilités de la soutenir.

Enfin, des éclaircissements ont été demandés sur les raisons pour lesquelles le **budget pour la paix et la résolution des conflits** n'est pas inclus dans le programme sur les défis mondiaux, et il a été expliqué qu'il existe un programme thématique pour la paix, la stabilité et la prévention des conflits dans le cadre du Service des Instruments de Politique Etrangère (IPE).

1) Débat sur le contenu du programme des défis mondiaux

2) Personnes

Les participants se sont déclarés favorables à l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les genres dans le programme et demandent si la même approche s'appliquera également aux jeunes. Des questions ont également été posées pour savoir si l'UE continuera d'approvisionner le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP); sur le soutien envisagé pour la mise en œuvre du pacte sur la migration et l'asile et sur la manière dont les OSC pourraient y contribuer.

Le personnel de la CE a répondu que **l'égalité hommes-femmes** sera intégrée dans tous les travaux menés dans le cadre du programme (à la suite de l'engagement de 85 % dans le plan d'action sur l'égalité des genres, et de 5 % supplémentaires pour les actions ayant pour objectif principal l'égalité entre les hommes et les femmes). Le soutien aux mouvements féministes sera également inclus dans la réponse globale, bien que les spécificités n'aient pas encore été définies; et un engagement a déjà été pris dans le cadre de l'égalité des générations. Le personnel de la CE a également expliqué que **la jeunesse** est une priorité pour la commissaire; parmi les mesures spécifiques prises dans le cadre du programme, mentionnons le « Youth Sounding Board » et le DEAR.

L'approvisionnement du FNUAP se poursuivra, car il est important de soutenir la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation.

En ce qui concerne les **migrations**, la majeure partie du financement sera programmée aux niveaux national et régional, mais le programme contribuera à la dimension extérieure du pacte par le biais de plateformes et d'initiatives mondiales. Les OSC continueront de jouer un rôle non seulement au niveau national et régional, mais aussi au niveau mondial, y compris dans la mise en œuvre des priorités communes, le plaidoyer et la participation aux alliances et initiatives mondiales.



3) Planète


Les participants ont demandé si les questions sur la **nutrition** étaient incluses dans d'autres piliers que la prospérité; et comment le programme sur les défis mondiaux s'adaptera aux engagements potentiels de l'UE lors des prochains sommets mondiaux de l'agroalimentaire? La CE a répondu que le PIP sur les défis mondiaux est suffisamment souple pour soutenir plusieurs initiatives agroalimentaires, bien qu'il soit trop tôt pour prendre des engagements financiers spécifiques sans avoir une vue de tous les programmes mondiaux, régionaux et nationaux. Investir dans la nutrition, c'est investir dans les personnes; il s'agit d'un exemple d'avantages plus larges et liés à l'ensemble du programme, y compris pour les solutions fondées sur la nature, la biodiversité et le changement climatique. La CE reconnaît bien entendu l'importance des prochaines COP pour la nature et le climat; et le programme apportera certainement une contribution à cet égard. En ce qui concerne la biodiversité et les priorités du pacte vert, le programme complétera les PIP nationaux et régionaux en soutenant des initiatives mondiales, telles que le trafic d'espèces sauvages, les forêts et la déforestation.

Les participants ont souligné l'importance de **l'adaptation au changement climatique, de la biodiversité et de l'action pour le climat**. À cet égard, la CE a souligné que la demande de mettre l'accent sur l'adaptation émane également des pays partenaires et qu'elle est pleinement prise en compte. L'adaptation et la résilience figurent déjà dans le précédent PIP et se poursuivront dans celui-ci, en particulier: soutien aux pays les moins avancés et les petits États insulaires dans les négociations internationales; identification des initiatives sélectionnées; et soutien de cadres spécifiques tels que les plans nationaux d'adaptation. Les activités d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe bénéficieront principalement d'un soutien au niveau des pays, par exemple des approches paysagères intégrées.

4) Prospérité

Interrogée sur le rôle du programme dans la **gouvernance économique mondiale**, la Commission européenne a expliqué qu'il est très important au fur et à mesure que nous sortons de la pandémie. Les dimensions spécifiques comprennent la mobilisation des recettes intérieures; les dépenses publiques et la dette. Ces travaux font l'objet d'un suivi attentif et sont également pris en compte dans le cadre des partenariats de l'ODD 16. L'UE travaillera en étroite collaboration avec les OCS et les partenaires internationaux sur ces questions.

Des questions spécifiques ont été soulevées au sujet des initiatives visant à promouvoir **un travail décent**, y compris dans les chaînes de valeur mondiales, et à lutter contre le **travail des enfants**. En ce qui concerne le travail décent, la Commission a répondu qu'il existait une initiative et une directive sur le devoir de diligence et que la DG INTPA suivrait de près la dimension extérieure des critères ESG (Environnement, Social et Gouvernance) afin d'améliorer la durabilité des chaînes de valeur et d'intégrer ces normes autant que possible dans le travail avec les pays partenaires (par exemple, le programme «Mieux travailler», avec l'OIT/IFC, mis en œuvre par l'OIT, qui soutient une coalition mondiale avec des entreprises et des marques internationales afin d'améliorer les conditions de travail dans le secteur de l'habillement). Ils ont souligné que la crise de la COVID-19 a eu un impact négatif majeur sur le travail des enfants et qu'ils collaboreront avec les partenaires internationaux pour identifier les causes profondes et rechercher la complémentarité entre ce qu'ils font au niveau mondial et national. Par exemple, la poursuite des travaux dans les pays producteurs de cacao et l'industrie textile dans le cadre d'initiatives spécifiques.



Les syndicats se sont réjouis de voir, entre autres, la référence au **dialogue social** dans le programme, et ont demandé plus d'informations sur le rôle du dialogue social et des syndicats dans sa mise en œuvre. Des réseaux mondiaux et régionaux représentant divers acteurs économiques ont demandé comment ils participeraient au programme, en particulier avec le secteur privé. La CE a indiqué que le dialogue avec le secteur privé et les réseaux faisait partie du processus de consultation et qu'il se poursuivra une fois qu'il entrera dans la phase de mise en œuvre. La Commission est donc pleinement consciente de la diversité des acteurs du secteur privé et de leurs besoins, ainsi que de la nécessité de maintenir cette diversité dans nos pays partenaires, y compris dans différents secteurs – également dans le cadre du FEDD et du FEDD+.

5) Partenariats

Les autorités locales (AL) des pays partenaires reconnaissent un grand nombre de leurs priorités dans le cadre du programme sur les défis mondiaux, telles que la croissance économique, le commerce et l'investissement, l'administration publique, la décentralisation de la coopération et des programmes, la démocratie locale et le climat des affaires. Toutefois, on s'est demandé dans quelle mesure les **priorités des AL** dans les pays partenaires différaient de celles de l'UE. Le renforcement des capacités des experts, y compris ceux des délégations, est également important à cet égard. La fourniture de services locaux devrait être explicitement mentionnée dans le programme en tant que catalyseur du développement.

Le personnel de la Commission européenne a répondu que, en effet, l'UE s'efforce de façonner **certaines normes et règles**, par exemple par le biais de l'agenda vert ou de la gouvernance numérique, mais que cela ne se fait pas au détriment d'un dialogue approfondi et d'un accord avec les pays partenaires et d'autres acteurs sur leurs priorités, en particulier en ce qui concerne la programmation géographique. Les infrastructures, le renforcement des capacités et l'assistance technique seront des éléments majeurs de l'IVCDI- l'Europe dans le monde.

Des efforts seront faits pour intégrer les AL dans la mise en œuvre des programmes à tous les niveaux, y compris via des appels à propositions, afin que la coopération décentralisée puisse également être gérée au niveau des délégations, plutôt que seulement au niveau central. La DG INTPA continuera à travailler avec les participants à ce sujet.

IV. Conclusions

Les membres du FPD et des non-FPD ont jugé le processus de consultation structuré très utile et ont exprimé le souhait que leur contribution et leur participation se poursuivent tout au long du cycle de sept ans. Ils ont demandé si une autre consultation est prévue pour l'automne, une fois que la CE aura davantage de vision sur la programmation. Sur cet aspect, **Marlene Holzner**, chef d'unité à l'INTPA pour les « autorités locales, les organisations de la société civile et les fondations », a reconnu la volonté de poursuivre l'engagement futur avec le FPD au sein du programme sur les défis mondiaux et d'autres programmes.

Dans leurs remarques finales, MM. **Cervone d'Urso et Giorev** ont remercié les participants pour la riche discussion et l'interaction et attendent avec intérêt la poursuite des échanges ouverts. Ils ont convenu d'envisager la possibilité d'une mise à jour après l'été, avec une vue d'ensemble des trois piliers de l'IVCDI et de ce que ceux-ci pourraient inclure pour les OCS et les AL.